

REPÈRES

La politique d'austérité en Grèce c'est ...

1.000.000 pertes d'emploi

- 30 % des entreprises **fermées**
- 38 % de **baisse** des salaires
- 45 % de **baisse** des retraites
- 25 % de **baisse** du PIB
- 30 % de **baisse** du revenu des ménages
- 42,8 % d'**augmentation** de mortalité infantile
- 190,5 % d'**augmentation** du chômage
- 272,7 % d'**augmentation** du taux de dépression
- 35,5 % d'**augmentation** de la dette publique
- 84,3 % de **réduction** de l'activité de construction
- 98,2 % d'**augmentation** du taux de pauvreté

2 personnes se suicident chaque jour

Chiffres et références détaillés sur :
www.oceanews.fr/20140507-austerite-en-grece-tous-les-chiffres

Les moments-clés de la crise Grecque

Octobre – décembre 2009 : Elections et retour au pouvoir du Pasok. Le déficit budgétaire et la dette publique s'avèrent plus importants qu'annoncé par le gouvernement sortant (déficit de 12,7% et dette de 272 milliards). Dégradation de la note de la dette de la Grèce par les agences de notation. Plus d'accès de la Grèce au crédit privé.

Janvier – mars 2010 : Premières mesures d'austérité (augmentation TVA, gel des embauches et des salaires dans le secteur public, hausse des accises, ...). A partir de ce moment, la Grèce est tenue de rendre régulièrement des comptes à la Commission européenne.

Mars 2010 : Nouveau paquet de mesures d'austérité : réduction drastique des treizième et quatorzième mois des fonctionnaires, hausse de la TVA, gel des retraites.

Mai 2010 : L'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI) prêtent 110 milliards à la Grèce pour lui permettre de faire face à sa dette. Ce prêt est conditionné à des mesures d'austérité (le fameux Memorandum I) : gel des salaires des fonctionnaires, allongement des carrières, nouvelle hausse de la TVA,...

Juillet 2010 : Vaste réforme des retraites : réduction de 7% du montant

LE CALME... AVANT LA TEMPÊTE ?

Notes de voyage à Athènes, avril 2015

Denis Desbonnet

Lorsqu'on arpente les rues des quartiers des plus courus aux plus populaires et excentrés d'Athènes, on a peine à croire qu'elle est la capitale d'un pays qui sort à peine d'une situation quasi insurrectionnelle, et dont la population a connu un appauvrissement effarant, en quelques années de diète d'une brutalité inouïe.

Des jeunes en bande, plutôt bien mis, sirotent leur café frappé – rafraîchissante boisson nationale – aux terrasses des cafés. Les commerces de marque ne désemplissent pas. On se croirait presque dans une cité prospère, tranquille et sans histoire. Certes, nous sommes arrivé à Athènes à Pâques, une période de congés durant laquelle beaucoup de Grecs partent dans leur résidence secondaire à la campagne. Surprenant, dans un pays pauvre ? L'explication serait la suivante : le peuple grec est historiquement composé de paysans où, dans pas mal de familles, même les plus humbles et/ou endettées, on hérite de génération en génération d'un petit patrimoine ancestral.

A la sortie de quelques stations de métro, on croise des vendeurs de journaux pour SDF, dûment « patentés » avec leur carte plastifiée en sautoir. Ils tentent d'écouler leur stock, mais plutôt discrètement et sans grande conviction. Des jeunes gens me proposent des briquets et des feutres. On est loin toutefois du nombre, toujours croissant et plus visible, de sans logis et d'hommes et de femmes de tous âges qui font la manche, dans les rues de Bruxelles, Namur ou Liège...

La famille, la débrouille et la pudeur...

Nos interlocuteurs grecs expliquent ce paradoxe de la sorte : énormément de Grecs recourent à la solidarité fa-

miliaire pour joindre les deux bouts. Les traditions « claniques » restent vivaces dans ce pays, qui était encore majoritairement rural il y a quarante ans. Chez ce peuple qui nourrit une grande fierté nationale, la mendicité au sens strict est très mal vue. Perçue comme une vraie déchéance, elle serait dès lors « réservée » – et assimilée – aux seuls Roms, presque universellement méprisés. Plus fondamentalement, la véritable misère, en tout cas la plus aiguë, serait par définition invisible, car littéralement cachée : la honte, le repli sur soi et, surtout, le manque absolu de ressources interdisent toute « sortie ». Ceux qui en sont victimes resteraient donc terrés chez eux.

Des traces du mouvement social

Le formidable mouvement social d'occupations des places et des rues, cette entraide sociale spectaculaire qui investissait les trottoirs des quartiers populaires, toute cette créativité prodigieuse alliant résistance et solidarité locale, qui nous avait tant

La véritable misère, en tout cas la plus aiguë, est invisible, littéralement cachée.

enthousiasmé depuis la Belgique, tout cela s'est littéralement évanoui. Comme un grand vide. Telle est l'autre évidence qui saute aux yeux du voyageur que nous sommes.

Certes, on savait que, malgré son incroyable vigueur et son courage, cette insurrection populaire pacifique, multiforme et féconde s'était épuisée face au mur de béton opposé par le gouvernement Samaras et ses « commanditaires » européens. Seules traces de ce passé récent et glorieux : les nombreuses affiches, parfois ré-

centes, difficiles à déchiffrer pour l'étranger qui ne maîtrise pas l'alphabet grec, mais qui annoncent manifestement des débats, des fêtes, des manifestations, des rassemblements et autres happenings syndicaux, antifascistes, antifascistes ou féministes. Et les nombreux tags politiques exhortant au réveil (« *Wake Up !* »), qui fleurissent sur les murs, les viaducs et les immeubles à l'abandon.

L'impression donnée par cette grande ville, désertée tant par les manifestants que par les uniformes, est diamétralement opposée aux images d'une Grèce sous état de siège qui nous parvenaient quotidiennement d'Athènes, au fil des mobilisations monstres par lesquelles le peuple grec tentait de secouer le joug de la doxa austéritaire, face à des troupes de choc, casquées, bottées et bardées de boucliers, de matraques, de grenades lacrymogènes...

Quelques jours avant notre arrivée, une grande manifestation antiraciste s'était toutefois déroulée, en soutien aux migrants et aux sans-papiers. Une mobilisation à l'occasion de l'ouverture du procès de la direction

d'Aube dorée était annoncée pour après notre départ. De toute évidence, les vacances de Pâques ont accentué cette « trêve » militante qui nous a tant déconcerté...

Le calme avant la nuit noire ?

Mais ce climat nonchalant et presque estival reflète aussi l'exténuation du mouvement social. L'attention se porte à présent, à tort ou à raison, sur

classique est K.O. debout, déchirée par des règlements de compte internes. Quant au Pasok, s'il survit encore, c'est dans un état de coma avancé. Mais les assassins d'Aube dorée, eux, restent en embuscade, et sont toujours crédités de près de 9 % des voix. Et ce en dépit des arrestations et poursuites judiciaires qui les frappent, suite au meurtre du chanteur Pavlos Fyssas, perpétré directement sur ordre du sommet du parti.

L'insurrection populaire pacifique, multiforme et féconde s'est épuisée face au mur opposé par le gouvernement Samaras et ses « commanditaires » européens.

la sphère parlementaire et gouvernementale. Le gouvernement Tsipras est porteur d'attentes et d'espoirs immenses. Puissent-ils ne pas être (trop) déçus.

Certes, et malgré ses vociférations, l'opposition traditionnelle est aujourd'hui impuissante : depuis sa défaite électorale cinglante, la droite

Tous nos interlocuteurs, y compris de la direction de Syriza, en conviennent : en cas d'échec du gouvernement Tsipras, le parti néo-nazi en tirerait probablement un grand profit. La menace est loin d'être définitivement écartée. Comme le disait le dramaturge allemand Bertolt Brecht : « *Le ventre est encore fécond, d'où a surgi la bête immonde ...* » □

« DONNONS LE POUVOIR AU PEUPLE ! »

Syriza doit d'urgence réaliser son engagement de « donner le pouvoir au peuple ». C'est le cri d'alarme lancé par Manolis Glezos, ancien résistant de la Seconde Guerre mondiale, élu en 2014 au Parlement européen avec plus de 400.000 voix de préférence.

Propos recueillis par Arnaud Lismond-Mertes et Denis Desbonnet (CSCE)



Le 30 mai 1941, engagé dans la résistance, Manolis Glezos monta au sommet de l'Acropole et déroba le drapeau nazi qui flottait sur la ville d'Athènes. Condamné à mort et emprisonné pour ses faits de résistance et ses opinions politiques durant la Seconde Guerre mondiale, la guerre civile grecque et la dictature des colonels, il passa au total onze

ans et quatre mois en prison, ainsi que quatre ans et six mois en exil. A 92 ans, ce vieux lutteur siège aujourd'hui comme député de Syriza au Parlement européen. Vif, alerte, engagé dans le coeur de l'action avec l'enthousiasme d'un jeune révolutionnaire de 17 ans, il ne se résigne à rien. Il voit dans la victoire de Syriza une opportunité historique pour